

Entre les attitudes américaines sur la scène internationale et l'insistance des pays du Tiers monde sur leur souveraineté depuis le début des années '80, il est difficile de savoir ce qui est cause et ce qui est effet. Un fait toutefois demeure: nous vivons de plus en plus à l'heure de l'interdépendance. La réalité dicte donc de plus en plus la nécessité des Nations unies comme instance où l'on doit trouver un nouvel équilibre mondial, des compromis et des ajustements entre les intérêts qui entrent en conflit. Et pour se faire, les Nations unies doivent obtenir la coopération active de tous ses membres, particulièrement de ses cinq membres permanents au sein du Conseil de sécurité, et encore plus particulièrement des deux superpuissances.

Les attitudes américaines

On prend pour acquis généralement que l'URSS a toujours eu une attitude ambivalente à l'endroit de l'ONU. Mais il y a vraiment lieu de s'inquiéter quand ce sont les États-Unis qui adoptent une telle attitude. L'ONU serait beaucoup moins efficace sans l'active et pleine participation des États-Unis. On a tendance à oublier que dans la période immédiate de l'après-guerre, on craignait que les États-Unis ne deviennent pas un membre responsable de l'ONU. À cette époque, on n'entretenait en fait aucune crainte de voir les États-Unis chercher à dominer l'organisation.

L'administration Reagan a jusqu'à présent jeté un regard légèrement teinté de mépris sur les Nations unies, et ce, dans la tradition des isolationnistes des années '20 qui eux rejetaient la Ligue des nations. Cette attitude était visible en septembre 1983. En effet, dans la foulée de l'événement du Boeing de la KAL, un appareil d'Aéroflot devant transporter le ministre des Affaires étrangères Andrei Gromyko à l'Assemblée générale s'est vu refuser la permission d'atterrir à New York ou encore au New Jersey. Le Département d'État américain a offert plutôt un aéroport militaire comme site d'atterrissage, ce qui a été refusé comme alternative par les Soviétiques. Andrei Gromyko n'a pas assisté à l'Assemblée générale alors qu'on a débattu afin de déterminer si les États-Unis avaient violé l'accord des quartiers généraux avec les Nations unies. En outre, un membre senior de la délégation américaine a même suggéré que l'ONU devrait peut-être quitter les États-Unis, une remarque qui a beaucoup retenu l'attention du public.

Les exemples de l'insatisfaction américaine face à l'ONU sont nombreux: le retrait de l'UNESCO, le fait qu'ils n'aient pas ratifié le traité du droit de la mer, et le fait qu'ils aient retenu plus d'une fois des fonds destinés à des programmes qu'ils désapprouvaient. L'opposition américaine aux Nations unies s'est trouvée en quelque sorte personifiée par Jeane Kirkpatrick et les positions fermes qu'elle a défendues.

Plusieurs observateurs mis devant ces faits accomplis en sont venus à se demander si l'approche de l'administration Reagan n'était pas tout simplement la voie normale de la politique étrangère américaine telle que tracée par le discours d'adieu de George Washington au Congrès ou par la doctrine Munroe, et non celle tracée par la philosophie plus altruiste du plan Marshall de la période d'après-guerre.